

JEFFRY FRIEDEN

Professeur en études gouvernementales à l'Université d'Harvard

Masood Ahmed, président du Center for Global Development, ancien directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI

Tout ce dont vous avez parlé, tout ce dont les autres panélistes ont parlé, requiert de la coopération, et pourtant à l'heure actuelle la coopération fait défaut, en particulier à cause du climat de rivalité, et je pense que l'on peut vraiment parler de rivalité avérée entre les États-Unis et certains de leurs alliés, et la Chine. Bien évidemment, les pays en développement se retrouvent pris au milieu et espèrent pouvoir rester en dehors de ce conflit et conserver de bonnes relations avec tout le monde, mais est-ce vraiment possible à l'avenir ? Je vais d'abord me tourner vers Jeff Frieden pour avoir sa perspective sur cette question, et ensuite je donnerai la parole à Vincent qui a étudié l'évolution de la Chine. Jeff, c'est à vous.

Jeffry Frieden

Merci beaucoup. J'apprécie beaucoup que Madame Touré nous ait rappelé l'importance de comprendre les divisions au sein des pays et les inquiétudes légitimes de ces derniers. Je souhaiterais me concentrer sur les situations géoéconomiques et politiques et les contraintes qu'elles imposent. J'ai bien peur d'être pessimiste sur nombre de ces points, en gardant à l'esprit que, pour moi, un pessimiste n'est qu'un optimiste bien informé, donc je pense être réaliste sur les possibilités qui existent.

Nous sommes au cœur d'un changement fondamental dans les contraintes et opportunités auxquelles font face les pays en développement. La période à venir va être très complexe. Au cours des dernières décennies nous nous sommes habitués à l'argent bon marché en grandes quantités avec la recherche du rendement et des taux d'intérêts très bas, des taux réels d'intérêt négatifs, des prix des marchandises en général très élevés, avec certains booms de marchandises, et des échanges relativement ouverts. Tout ceci est en train de changer. Nous sommes face à une période prolongée de taux d'intérêts élevés et de conditions économiques et financières qui ramènent les capitaux dans les pays développés, hors des pays en développement. Il y a le ralentissement mondial de la croissance, y compris en Chine qui, je pense, présage des prix des marchandises plus faibles partout dans le monde.

Il y a, et c'est peut-être le plus important, de plus grandes limitations sur les échanges en provenance de l'OCDE, des pays développés. Il y a le protectionnisme traditionnel mais, plus important à présent, les inquiétudes quant à la production domestique de marchandises essentielles, issues de la pandémie ou de considérations de sécurité nationale. Il y a de plus grandes limites liées à la politique climatique, avec les mécanismes d'ajustement des

frontières qui sont conçus pays par pays et qui vont fortement contraindre les capacités du monde en développement à accéder aux marchés du monde développé. Il y a la perspective de plus en plus sérieuse et la réalité d'un lien entre le commerce et les droits humains, les droits du travail, la démocratie et la politique climatique, tous des critères qui une fois de plus sont imposés par le monde développé, et je ne parle même pas de la campagne permanente des États-Unis pour détruire l'OMC. Tous ces éléments font craindre un accès de plus en plus difficile aux marchés de l'OCDE pour les pays en développement, accès qui est déjà souvent, et qui va rester, soumis à approbation selon certains critères économiques et politiques très difficiles à atteindre pour de nombreux pays pauvres du globe.

Est-ce qu'il y a des alternatives ? Eh bien, il y a la Chine, avec la nouvelle route de la soie, les banques et projets de développement chinois. Mais ainsi que cela a été mentionné, la Chine est à bien des égards toujours un pays en développement, même si elle est un très grand pays en développement. Je pense que beaucoup se rendent compte que, comme c'est toujours le cas dans la plupart de ces relations, l'argent n'est jamais gratuit. Il apporte avec lui des travailleurs, des contrats, de la technologie et des liens géopolitiques en termes d'alignement politique concernant Taïwan. Plus important, la capacité de la Chine à endosser un rôle de véritable remplaçant ou d'alternative à l'OCDE est limitée simplement par le niveau de développement de la Chine et la taille de l'économie chinoise. Il y a des opportunités, mais en aucun cas la Chine ne peut être un remplacement de l'OCDE en termes de capitaux, de technologie et de marchés pour le processus de développement.

L'axe russe, qui est parfois mis en avant comme une alternative, disparaît petit à petit à l'horizon à mesure que le gouvernement russe galope à toute vitesse vers l'ostracisation. Cela va continuer et s'approfondir à mesure que le conflit avec l'Occident se transforme en nouvelle Guerre Froide. L'élément pertinent à prendre en compte ici c'est que non seulement il y a un régime de sanctions en place et qui continue d'être déployé, mais ces sanctions vont devenir de plus en plus sévères. Il y aura également des sanctions secondaires et tertiaires qui vont rendre très difficiles le maintien des relations avec la Russie et ses alliés, donc l'impact élargi d'une nouvelle Guerre Froide va être sérieux et profond.

Par conséquent, tous ces éléments annoncent une période compliquée. Les pays développés ont imposé et vont continuer d'imposer des exigences de plus en plus grandes sur les réalités économiques et politiques du monde en développement et des marchés émergents. Il y aura des choix très difficiles à faire. Le monde développé, l'OCDE est et restera de plus en plus sévère sur les exigences envers les pays en développement. Il n'y a pas d'alternative facile disponible, donc je pense qu'au final, cela va être une période très difficile pour le monde en développement et les perspectives de développement.

Je dois dire que j'apprécie les discussions sur les alternatives ou les problèmes de conception des mécanismes existants que nous avons entendues ici, mais comme l'a dit Masood Ahmed, la volonté et la capacité de concevoir et d'implanter ces changements dépend des réalités politiques et géopolitiques sous-jacentes, en particulier dans l'OCDE, et je suis assez pessimiste sur la possibilité d'avancer rapidement dans cette direction. Je pense que nous devons être réalistes dans nos attentes au vu des circonstances politiques domestiques difficiles au sein des pays développés, dont nous n'avons pas vraiment parlé, et dans ce contexte, je pense que le réalisme est un meilleur état d'esprit pour envisager le futur.

**Masood Ahmed**

Merci beaucoup Jeff. Merci d'avoir apporté la perspective des difficultés à venir et d'avoir également rattaché vos propos à la première intervention, qui concluait que la fragmentation et les réalités au sein des pays influencent beaucoup les relations internationales.